



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 77

Loi modifiant le Code de la sécurité routière

Présentation

NOV 22 1988

**Présenté par
M. Marc-Yvan Côté
Ministre des Transports**

**Éditeur officiel du Québec
1988**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a d'abord pour objet d'introduire au Code de la sécurité routière de nouvelles mesures pour la mise en oeuvre de normes canadiennes de sécurité concernant les transporteurs routiers. Ainsi, la Régie pourra autoriser la prolongation des heures de conduite ou des heures de travail des conducteurs, dans les cas et aux conditions prévus par règlement. Par ailleurs, ni le conducteur ni le transporteur ne pourra aller à l'encontre du nombre d'heures autorisé ou des normes, conditions et modalités reliées à cette autorisation. Quant à l'agent de la paix, il pourra, pour la période correspondant au nombre d'heures de repos prescrit par règlement, retirer le permis de conduire à un conducteur qui a dépassé le nombre d'heures de conduite ou d'heures de travail prévu par règlement ou autorisé par la Régie et prendre possession de son véhicule.

De plus, le code est modifié pour que nul ne puisse dorénavant introduire de quelque façon un détecteur de radar de vitesse dans un véhicule routier. Ce projet interdit également de vendre, de louer ou de mettre à la disposition de quiconque contre valeur, ou de quelque façon offrir de vendre, de louer ou de mettre à la disposition de quiconque contre valeur, un détecteur de radar de vitesse.

Le projet de loi prévoit la possibilité pour la Régie de l'assurance automobile du Québec de nommer des personnes qui seront autorisées à effectuer le renouvellement des permis de conduire.

Le projet de loi contient des modifications au code touchant les permis de conduire. À l'avenir, il n'existera plus de limites d'âge pour obtenir ou conserver la classe de permis autorisant la conduite d'un véhicule de commerce effectuant un transport de biens pour lequel un permis de la Commission des transports du Québec est requis, d'un véhicule d'urgence, d'un taxi, d'un autobus ou d'un minibus. De plus, une disposition vient clarifier la continuité entre l'ancien et le nouveau code relativement aux sanctions rattachées à la conduite pendant suspension ou révocation de l'immatriculation ou du permis de conduire.

Le projet de loi modifie également le code afin de prolonger le moratoire sur les permis d'écoles de conduite pour une période d'au plus deux ans.

Enfin, le projet de loi prévoit des modifications qui permettront de préciser la notion de « chemin privé ouvert à la circulation publique des véhicules routiers » et de fixer l'amende qui découlera d'une infraction au Règlement sur la motoneige.

LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET

Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2).

Projet de loi 77

Loi modifiant le Code de la sécurité routière

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) est modifié par l'insertion, après l'article 69, du suivant:

« **69.1** La Régie peut, avec l'approbation du ministre des Transports, nommer, aux conditions qu'elle établit, des personnes qu'elle autorise à effectuer pour son compte le renouvellement des permis de conduire et toute autre opération afférente et déterminer le montant et le mode de leur rémunération. ».

2. L'article 74 de ce code est abrogé.

3. L'article 83 de ce code est modifié par la suppression du paragraphe 5°.

4. L'article 140 de ce code est modifié par la suppression, dans la première ligne, du nombre « 74, ».

5. L'intitulé de la section III du chapitre I du titre V de ce code est remplacé par le suivant:

« AUTRE RÉVOCATION ».

6. L'article 187 de ce code est abrogé.

7. L'article 251 de ce code est remplacé par le suivant:

«**251.** Nul ne peut installer ou faire installer dans un véhicule routier ou y introduire de quelque façon un détecteur de radar de vitesse. ».

8. L'article 252 de ce code est remplacé par le suivant :

«**252.** Nul ne peut vendre, louer ou mettre à la disposition de quiconque contre valeur, ou de quelque façon offrir de vendre, de louer ou de mettre à la disposition de quiconque contre valeur, un détecteur de radar de vitesse. ».

9. L'article 519.11 de ce code, édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, est modifié par l'addition, à la fin de l'article, des mots «ou supérieur à celui fixé dans l'autorisation accordée par la Régie en vertu de l'article 519.30.1 et contrairement aux normes, conditions et modalités qui y sont prévues. ».

10. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 519.14, édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, du suivant :

«**519.14.1** Tout agent de la paix peut, dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées en vertu du présent code et pour la période correspondant au nombre d'heures de repos prescrit par règlement, retirer le permis de conduire à un conducteur qui a dépassé le nombre d'heures de conduite ou d'heures de travail prévu par règlement ou autorisé par la Régie et prendre possession de son véhicule pour le conduire dans un endroit convenable. Le conducteur doit se conformer aux exigences de l'agent de la paix. ».

11. L'article 519.23 de ce code, édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, est modifié par l'addition, à la fin de l'article, des mots «ou supérieur à celui fixé dans l'autorisation accordée par la Régie en vertu de l'article 519.30.1 et contrairement aux normes, conditions et modalités qui y sont prévues. ».

12. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 519.30 édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, du suivant :

«**519.30.1** La Régie peut, dans les cas et aux conditions prévus par règlement, accorder au transporteur qui en fait la demande l'autorisation d'augmenter le nombre d'heures de conduite ou d'heures de travail des conducteurs au-delà de celui prévu par règlement et y prévoir des normes, conditions et modalités autres que celles établies par règlement.

La Régie n'accorde une telle autorisation que pour un nombre d'heures déterminé. ».

13. L'article 519.39 de ce code, édicté par l'article 70 du chapitre 94 des lois de 1987, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « ou au premier alinéa de l'article 519.14 » par « , au premier alinéa de l'article 519.14 ou à l'article 519.14.1. ».

14. L'article 621 de ce code, modifié par l'article 93 du chapitre 94 des lois de 1987, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe 12° et après le mot « heures » des mots « , prescrire le nombre d'heures de repos que doit prendre le conducteur » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 12°, des suivants :

« 12.01° définir les expressions « heures de conduite », « heures de travail » et « heures de repos » ;

« 12.02° établir dans quels cas et à quelles conditions la Régie peut accorder au transporteur visé au titre VIII.1 l'autorisation d'augmenter le nombre d'heures de conduite ou d'heures de travail des conducteurs au-delà de celui prévu par règlement ; » ;

3° par l'insertion, après le paragraphe 46°, du suivant :

« 46.1° définir ce qui constitue un chemin privé ouvert à la circulation publique des véhicules routiers ; ».

15. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 645.1, édicté par l'article 100 du chapitre 94 des lois de 1987, du suivant :

« **645.2** Quiconque contrevient à une disposition du Règlement sur la motoneige (R. R. Q. 1981, c. C-24, r. 21) adopté en vertu du Code de la route (L. R. Q., chapitre C-24) et maintenu en vigueur en vertu de l'article 672 du présent code, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 100 \$ à 200 \$. ».

16. L'article 660 de ce code est remplacé par le suivant :

« **660.** Le gouvernement peut décréter que, pour la période qu'il détermine, aucun nouveau permis d'école de conduite n'est délivré sauf s'il s'agit de renouveler un permis en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de ce décret. Toutefois, le gouvernement ne peut déterminer une période qui excède le 31 décembre 1990.

Malgré le premier alinéa, le gouvernement peut autoriser durant la période couverte par un décret la délivrance d'un permis d'école de conduite conformément au chapitre IV du titre II, lorsqu'il considère insuffisant le nombre de permis d'école de conduite déjà délivrés sur le

territoire de la communauté urbaine ou régionale ou de la municipalité régionale de comté pour lequel le permis est demandé ou pour tout autre motif qu'il juge opportun eu égard aux circonstances. ».

17. Une suspension de l'immatriculation, une suspension ou une révocation du permis de conduire, d'une classe de celui-ci ou du permis d'apprenti-conducteur ou une suspension du droit d'obtenir une immatriculation, un permis de conduire ou un permis d'apprenti-conducteur imposée en vertu de l'un des articles 44 et 96, 96.1, 98, 99, 99.1, 101, 155 ainsi que 159 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1) est réputée avoir été imposée respectivement en vertu des articles 196, 194, 190, 76, 79, 192, 197 ainsi que 201 du présent code.

18. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur aux dates fixées par le gouvernement, sauf celles des articles 1, 16 et 17 qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

L'article 17 a effet depuis le 1^{er} décembre 1987.